

Questions orales

tant, c'est là une période pendant laquelle même le ministère de l'Énergie a dit qu'il faudrait dépenser au moins 500 millions de dollars rien que pour la prospection des métaux communs.

Comment le gouvernement s'attend-il à découvrir les nouveaux gîtes minéraux de demain s'il n'encourage pas la prospection aujourd'hui?

[Français]

L'hon. Marcel Masse (ministre des Communications): Monsieur le Président, les mesures d'aide soulignées par la députée font partie d'un ensemble de mesures d'aide que le gouvernement apporte à l'industrie minière, allant des analyses géologiques, la recherche et le développement sur les matériaux, sur la façon d'améliorer la production dans les usines. Je ne crois pas que, parce qu'un programme, pour une raison ou pour une autre, particulièrement pour participer à l'aide à la lutte contre le déficit au Canada, est réduit, que pour autant la politique géologique et l'effort du ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources disparaissent. C'est un aspect d'un ensemble de programmes. Je prends note de la question pour le ministre, et je suis convaincu que le ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources est fort actif dans tous les domaines, particulièrement dans le domaine minier.

[Traduction]

Mme Diane Marleau (Sudbury): Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse au ministre des Finances.

Si le ministre a l'intention de maintenir un secteur minier fort au Canada, c'est-à-dire dans le nord de notre pays parce que c'est là que sont la plupart de nos réserves, il doit reconnaître qu'il est essentiel de faire de la prospection minière aujourd'hui.

Le ministre reconnaît-il l'importance du renouvellement de nos réserves minérales et, dans l'affirmative, est-il déterminé à trouver une mesure de rechange pour remplacer le PSEMC?

[Français]

L'hon. Marcel Masse (ministre des Communications): Monsieur le Président, je ferai remarquer à ma collègue que l'un des meilleurs moyens pour aider le développement dans l'industrie minière, c'est les actions accréditatives. C'est dans cet esprit que le gouvernement a mainte-

nu 100 p. 100 des actions accréditatives pour, justement, permettre au secteur minier de se développer.

* * *

[Traduction]

LES PROGRAMMES DESTINÉS AUX AUTOCHTONES

M. Robert E. Skelly (Comox—Alberni): Monsieur le Président, il semble que toutes les semaines, les programmes destinés aux autochtones sont victimes de nouvelles réductions. L'automne dernier, le ministre des Affaires indiennes et du Nord s'est vanté que l'industrie canadienne de la fourrure, sur un total de 100 000 emplois, faisait vivre 50 à 60 000 autochtones et représentait presque 800 millions de dollars de notre PNB.

Pourquoi son ministère réduit-il à néant le financement de base de la Fédération des trappeurs autochtones qui était de 120 000 \$, et de 30 000 \$ celui de l'*Indigenous Survival Institute*, juste au moment où les efforts du Canada pour convaincre la Communauté économique européenne d'appuyer la commercialisation de ses fourrures en Europe commencent à donner des résultats?

L'hon. Pierre H. Cadieux (solliciteur général du Canada): Monsieur le Président, le nouveau ministre des Affaires indiennes et du Nord est en mission aujourd'hui. J'essayerai de répondre à la question du député du mieux que je peux.

Autant que je m'en souviene, un programme de plusieurs millions de dollars a été créé à l'initiative de différents ministères, dont celui des Affaires indiennes, celui des Affaires extérieures et un autre. Le ministère des Affaires indiennes y avait engagé des fonds jusqu'à cette année. C'est pourquoi les fonds ne figurent pas dans le budget des dépenses de cette année, mais je crois comprendre que le ministère affectera des fonds.

Je suis persuadé que mon collègue, le ministre des Affaires indiennes, fera une annonce à ce sujet en temps opportun.

M. Robert E. Skelly (Comox—Alberni): J'ai une brève question supplémentaire, monsieur le Président.

Étant donné que les fonds gouvernementaux destinés à l'industrie de la fourrure ont été réduits de quelque 66 p. 100 cette année, et étant donné aussi que le programme de lobbying des autochtones en Europe a été plus efficace que n'importe quel autre groupe dans cette industrie, pourquoi le ministre s'en prend-il principalement aux